Révision allégée n°2 du PLU

COMMUNE DE CHANAC

Examen conjoint du 03.03.2025

Présents



oc'teha
TERRITOIRES - HABITAT - AMÉNAGEMENT

Feuille de Présence

Date : **03/03/2025** Commune : **Chanac**

Objet de la réunion : **Révision allégée n°2 du PLU**

Nom-Prénom	Fonction - Organisme	Signature
Huelves - Silvia	architecte CAUE48	
Carayol Théo	Chambre d'Agriculture	
Christine MARCHERET	DDT_Service Aménagement	
LAFOURCADE Noël	Adjoint au Maire	
Geoffray BLANC	Chargé d'études principal en urbanisme	

Excusés

Préfet de la Lozère
CRPF
CCI

www.octeha.fr
contact@octeha.fr

OC'TÉHA
Agence Rodez
31 avenue de la Gineste, 12000 Rodez
Tél : 05 65 73 65 76 - Fax : 05 65 75 62 33
Association loi 1901 – Code APE 7022 Z – N° SIRET : 310 577 051 000 66

Compte rendu – valant réponse aux avis exprimés lors de l'examen conjoint

M. Lafourcade introduit la réunion en excusant l'absence de M. Rochoux, Maire de Chanac. Il remercie l'ensemble des participants et rappelle l'objet de la révision allégée n°2 du PLU, qui vise à modifier certaines zones A constructibles. Cette révision s'inscrit dans une logique de prise en compte des enjeux environnementaux et paysagers. La commune a également proposé des mesures d'évitement en déclassant des portions équivalentes de zones A constructibles.

M. Blanc, du bureau d'études OC'TÉHA, présente l'objet de la réunion : l'examen conjoint relatif à la révision allégée n°2 du PLU de Chanac. Les personnes publiques associées sont invitées à formuler leurs remarques au fur et à mesure de la présentation.

Le projet

Solutionner des blocages de projets agricoles

Secteur du Sabatier :

La modification du classement des parcelles B 866, B 888 et d'une partie de la parcelle B 889 vise à renforcer une exploitation agricole existante. L'objectif est de régulariser le bâti d'élevage situé en zone A* et de permettre une extension future. Cette extension est envisagée dans le cadre de l'installation d'un jeune agriculteur (JA) en ovin lait BIO (environ 250 brebis). Une mesure d'évitement est proposée en réduisant une partie de la zone A constructible.

Mme Mary (DDT) n'a pas d'observation à formuler.

Secteur des Ayguières (1)

La modification partielle du classement de la parcelle E 220 vise à conforter une exploitation agricole déjà construite. Il s'agit ici de mettre en conformité un bâtiment abritant un élevage canin pour des raisons sanitaires.

Mme Mary souligne l'effort d'évitement mais demande qu'il soit renforcé.

M. Lafourcade précise que la parcelle sert déjà de dépôt de matériels et propose de se rapprocher de l'exploitant pour étudier une réduction complémentaire de la zone A.

Secteur des Ayguières (2)

La modification du classement des parcelles E 281 et E 296 vise à permettre l'installation d'une nouvelle exploitation agricole et à renforcer une exploitation existante. Elle concerne la construction d'une bergerie pour un jeune agriculteur, participant ainsi au Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC) familial. Ce projet prévoit l'installation d'un JA en ovin lait Roquefort (environ 600 brebis laitières et 100 ovins viande).

Mme Mary note l'effort d'évitement réalisé (réduction de la zone A initialement proposée) et demande s'il est possible d'aller encore plus loin.

M. Lafourcade indique que l'effort a déjà été maximal.

Secteur de Poujans

La modification partielle du classement de la parcelle D 30 vise à conforter une exploitation existante en permettant la construction d'un tunnel pour abriter les brebis durant la saison estivale et ainsi réduire la prédation du loup.

M. Blanc rappelle que ce site présente des enjeux écologiques et paysagers importants (notamment la présence de l'Adonis de printemps). Toutefois, il souligne l'impératif de protection du troupeau face à la prédation, dans une optique de maintien d'une activité agricole pérenne reconnue par l'UNESCO.

Mme Mary signale que ce secteur soulève de nombreuses questions pour la DDT et qu'en l'état, l'avis est défavorable. Elle suggère une alternative via un parc clôturé, potentiellement subventionnable.

M. Lafourcade répond que cette solution n'est pas optimale, rappelant que l'exploitation concernée a déjà été victime d'attaques de loups et que le site est relativement éloigné de l'exploitation. Il rappelle également que la commune est très sensibilisée à cet enjeu, ayant déjà connu deux attaques de loups sur le Causse de Sauveterre.

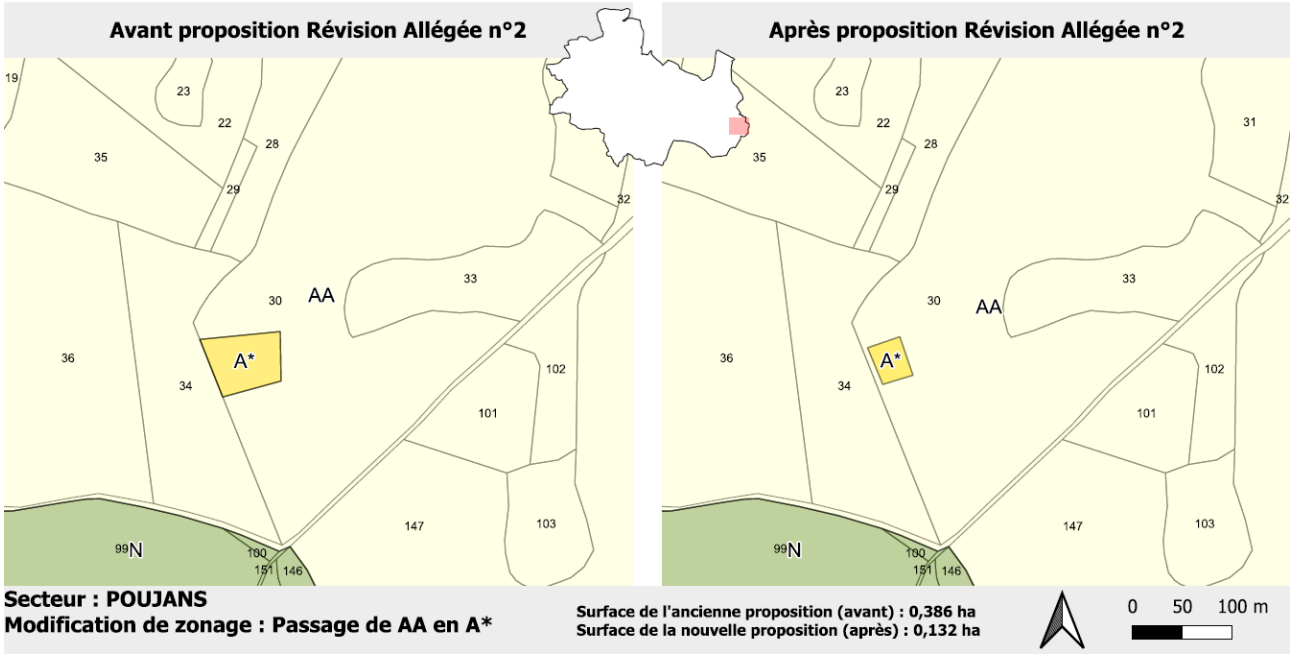
Mme Mary rappelle que la révision allégée du PLU est soumise à l'article L142-5 du Code de l'Urbanisme et qu'un accord préfectoral sera nécessaire. Elle demande à préciser la surface requise pour le tunnel.

M. Lafourcade répond qu'il faut 1,5m² par brebis, soit environ 150m² pour ce projet.

Il est proposé de retravailler le projet avec l'exploitant afin de proposer une alternative moins impactante aux services de l'État.

Solution apportée et validée par la DDT post réunion :

Suite proposition du nouveau zonage



Secteur Le Jas

La modification partielle du classement des parcelles E 166 et E 380 vise à permettre l'installation d'une nouvelle exploitation agricole. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'installation d'un JA en ovin lait Roquefort (environ 500 brebis).

M. Lafourcade précise que l'exploitation doit déposer rapidement son permis de construire pour répondre aux délais d'un appel à projet et ainsi bénéficier d'un accompagnement financier. Il souligne que la proposition vise à préserver la partie labourable du champ.

Suite de la procédure

La commune de Chanac doit rencontrer le commissaire enquêteur pour organiser l'enquête publique, qui pourrait débuter fin mars.

Mme Mary rappelle qu'en l'absence de SCoT, le caractère exécutoire de la révision sera d'un mois après sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'État, sous réserve que le PLU et la délibération qui l'approuve soient publiés sur le portail national de l'urbanisme (article L. 133-1 du Code de l'Urbanisme).